

DÉCISION DU 3 DÉCEMBRE 2012

TRIBUNAL CANTONAL DU VALAIS LE JUGE DE LA COUR CIVILE I

Jérôme Emonet, Juge unique, assisté de Bénédicte Balet, greffière ;

dans la cause civile

X_____, appellant, représenté par M^e A_____

contre

Chambre pupillaire intercommunale de B_____, autorité attaquée.

(recours électronique non transmis par e-recommandé ; preuve de la réception ;
irrecevabilité)

* * * * *

vu

la décision de la chambre pupillaire intercommunale de B _____ du 8 novembre 2012, notifiée le lendemain au mandataire du recourant ;

l'appel interjeté contre cette décision et transmis à l'autorité de céans le 19 novembre 2012 à 23h58 par courrier électronique ;

l'ordonnance du juge soussigné du 21 novembre 2012, impartissant un délai de cinq jours au mandataire du recourant pour produire la quittance du dépôt de l'acte de recours sur la plateforme IncaMail, ainsi que l'accusé de réception dudit acte ;

la réponse de M^e A _____ du 28 novembre 2012 et le courriel de la Poste y annexé ;

considérant

qu'en vertu de l'article 20 al. 1 let. b LOJ, le président d'un tribunal collégial ou un juge délégué peut, sans débat ni échange d'écritures, statuer comme juge unique en cas d'irrecevabilité ;

qu'en vertu de l'article 115 al. 1 LACC, les prononcés de la chambre pupillaire en matière d'interdiction peuvent être déferés au Tribunal cantonal ;

que l'appel est recevable contre les décisions finales et incidente de première instance (art. 308 al. 1 let. a CPC) ;

que la procédure d'interdiction ressortit à la juridiction gracieuse (Geiser, Commentaire bâlois, Zivilgesetzbuch I, 4^{ème} éd., Bâle 2010, n. 3 ad art. 373 CC ; Schnyder/Murer, Commentaire bernois, Das Familienrecht, 3^{ème} éd., Berne 1984, n. 39 ad art. 373 CC), de sorte que la procédure sommaire est applicable (art. 248 let. e LACPC) ;

que l'appel doit être déposé dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision entreprise (art. 420 al. 2 CC et 314 al. 1 CPC) ;

que lorsqu'un acte est transmis par voie électronique, le délai est respecté si le système informatique correspondant à l'adresse électronique officielle du tribunal confirme sa réception le dernier jour du délai au plus tard (art. 143 al. 2 CPC) ; qu'il s'agit d'une confirmation automatique, venant en retour presque instantanément, même en dehors des heures de bureau, et servant de preuve préconstituée, à l'instar d'un accusé de réception (Tappy, Code de procédure civile commenté, Bâle 2011, n. 17 ad art. 143 CPC) ; que le document contenant l'acte et les pièces annexées doit, quand il est transmis par voie électronique, être certifié par la signature électronique reconnue de l'expéditeur (art. 130 al. 2 CPC) ;

que le Conseil fédéral a réglé l'exécution de ces dispositions dans l'ordonnance sur la communication électronique dans le cadre de procédures civiles et pénales et de procédures en matière de poursuite pour dettes et de faillite (OCEPCP ; RS 272.1) ; que l'article 4 OCEPCP prévoit que les écrits peuvent être communiqués à une autorité à l'adresse de cette dernière sur la plateforme reconnue qu'elle utilise ; que cette plateforme de messagerie sécurisée présente de nombreux avantages par rapport au courrier électronique ordinaire et

permet notamment d'assurer la confidentialité et l'intégrité des écrits et des communications et de donner force probatoire tant à l'envoi qu'à la réception des message (DFJP, Ordonnance sur la communication électronique, Commentaire article par article, ad art. 2 OCEPCP) ;

qu'en Valais, les justiciables et avocats peuvent adresser leur acte par voie électronique à l'adresse tribunaux-gerichte@jus.vs.ch via la plateforme sécurisée de la Poste, IncaMail (cf. répertoire des adresses des autorités, géré par la Chancellerie fédérale sur le site www.ch.ch, onglet « Autorités », puis « E-justice ») ;

que la plateforme IncaMail prévoit trois mode d'expédition : le courrier électronique confidentiel (vertrauliche E-Mail), le recommandé Swiss Post (Swiss Post Einschreiben) et le recommandé eGov (eGov Einschreiben) ; que le courrier électronique confidentiel assure uniquement une transmission cryptée au destinataire, alors que, pour un envoi électronique recommandé, la plateforme envoie au destinataire une quittance d'expédition et de réception au format PDF (cf. ég. art. 2 let. b OCEPCP) ; que le recommandé eGov permet en plus d'échanger des envois entre d'autres plateformes reconnues (PrivaSphere, par ex.) ; que ce dernier mode d'expédition a été créé spécialement pour satisfaire aux exigences des ordonnances eGov – dont l'OCEPCP – (cf. mode d'emploi eGov disponible sur le site internet d'IncaMail) ;

que les conditions de ces courriers recommandés électroniques s'apparentent largement à celles du courrier recommandé classique (Brügger, La notification électronique en procédure civile suisse, *in* RSPC 2010 p. 331) ;

que cette plateforme de distribution, qui agit comme un tiers de confiance, fournit une quittance lors du dépôt de l'acte sur ladite plateforme de messagerie sécurisée et un accusé de réception lorsque l'envoi est retiré (téléchargé) par son destinataire ;

que la quittance d'expédition se présente sous la forme d'un PDF signé et contient les informations relatives à l'envoi, les destinataires, y compris le statut et l'énumération des fichiers annexés ; qu'elle est également signée et datée sous forme électronique par la Poste avec un tampon pour des raisons de sécurité comme à des fins de preuve ; que dès que le message a été retiré, respectivement refusé par le destinataire, ou si le délai de retrait est parvenu à terme, l'expéditeur reçoit une quittance de réception ; que celle-ci a la même forme que la quittance d'expédition, sauf que le statut du destinataire et l'heure de réception ont changé (cf. mode d'emploi eGov disponible sur le site internet d'IncaMail) ;

qu'à la différence des courriers recommandés électroniques (Swiss Post ou eGov), les courriers électroniques confidentiels (vertraulich) sont transmis directement par IncaMail à l'infrastructure de mail du destinataire via la ligne cryptée (cf. mode d'emploi du service IncaMail en général, disponible sur le site internet d'IncaMail) ;

que l'OCEPCP ne prévoit pas la possibilité d'envoyer un acte à une autorité par simple courriel, même si ce dernier est muni d'une signature électronique (cf. arrêt 5A_650/2011 du 27 janvier 2012 consid. 4 concernant un recours envoyé par simple courriel dans le canton de Berne qui n'avait alors aucune plateforme reconnue) ;

qu'en l'espèce, la décision entreprise a été notifiée au mandataire de l'appelant le 9 novembre 2012 ; que le délai pour interjeter appel arrivait ainsi à échéance le 19 novembre 2012 à minuit ;

que M^e A_____ a envoyé un courriel le 19 novembre 2012, à 23h58, à l'adresse tribunaux-gerichte@jus.vs.ch ; que l'appel y était annexé, en pièce jointe au format PDF ; que dit acte était muni d'une signature électronique certifiée de l'avocat ;

que selon l'attestation du 28 novembre 2012 fournie par la plateforme IncaMail à M^e A_____, l'envoi en question a bel et bien été reçu sur la plateforme le 19 novembre 2012 à 23h58 et 38 secondes ; qu'il s'agissait toutefois d'un simple courrier électronique confidentiel (vertraulich) et non d'un envoi recommandé (eingeschrieben) ou recommandé eGov (eGov Eingeschrieben) ; qu'ainsi, IncaMail n'a pas pu attester que l'envoi avait été reçu par l'autorité de céans, respectivement si l'autorité l'avait ouvert et à quel moment ;

que la preuve du respect du délai incombe, en cas de doute, à celui qui soutient avoir agi en temps utile (Tappy, Code de procédure civile commenté, Bâle 2011, n. 8 ad art. 143 CPC) ; que le même principe vaut pour les envois par courriel ; qu'il revient à l'expéditeur de prouver son envoi et la date à laquelle il est intervenu (Bohnet, Recevabilité d'un acte adressé par e-mail et preuve de son envoi *in* RSPC 2006 p. 32) ; qu'en matière de transmission par voie électronique, c'est la réception par l'autorité qui doit être établie (cf. art. 143 al. 2 CPC) ;

qu'en l'espèce, l'appelant n'a pas été en mesure de prouver que la réception par l'autorité de céans de son écriture était intervenue le 19 novembre 2012 ; que, n'ayant pas utilisé le mode d'expédition « courrier électronique recommandé » ou « recommandé eGov », il n'a pu fournir ni quittance d'expédition, ni de réception ;

que l'appel doit ainsi être considéré comme tardif, puisque reçu (i.e. ouvert) le 20 novembre 2012 par le greffe du Tribunal cantonal ;

que, selon la jurisprudence fédérale, il est légitime de se montrer strict en matière de respect des délais dont dépend la recevabilité d'un recours ; qu'il n'y a pas de formalisme excessif à déclarer un tel acte irrecevable lorsqu'il est déposé tardivement (arrêt 4P.29/2000 du 23 mars 2000 ; cf. ég. arrêt 5A_650/2011 précité) ;

qu'à l'instar de ce qui vaut devant le Tribunal fédéral (cf. art. 42 al. 5 LTF), l'appelant ne peut prétendre à l'octroi d'un délai supplémentaire ; qu'en effet, cette prérogative ne vaut qu'en cas d'informalité involontaire (ATF 121 II 252 ; arrêt 1P.254/2005) ;

qu'en l'espèce, le mandataire de l'appelant a déjà à plusieurs reprises utilisé la voie du courrier électronique recommandé pour déposer des actes devant le Tribunal cantonal ; qu'il ne pouvait dès lors ignorer que seul ce mode d'expédition permettait de prouver le respect du délai de recours ;

qu'en définitive, l'appel est déclaré irrecevable ;

qu'à titre exceptionnel, il convient de remettre les frais (art. 14 al. 2 LTar) ;

Par ces motifs,

Prononce

L'appel est irrecevable.

Il n'est pas perçu de frais.

Ainsi jugé à Sion, le 3 décembre 2012

